

L'actuel contrat de délégation de service public sur l'eau arrive à échéance fin 2016, mais l'établissement intercommunal pourrait l'interrompre début 2015. Parallèlement, il vient de choisir un prestataire d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour étudier toutes les hypothèses de gestion pour la suite.

<http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0201445330404-eau-le-grand-lyon-envisage-de-devancer-l-echeance-de-son-contrat-182769.php>



Parmi les sites exploités par Veolia dans le Grand Lyon, l'usine de Croix-Luizet (ici, la salle des pompes) à Villeurbanne.

En coulisses, la Communauté urbaine de Lyon s'active en prévision de l'échéance du contrat de délégation de service public pour la production et distribution de l'eau potable du Grand Lyon fixée sur le papier au 31 décembre 2016. Toutefois, l'exécutif de cet établissement intercommunal a pris les

devants au cas où, en vertu de l'arrêt Olivet du Conseil d'Etat il interromprait, à partir du 15 février 2015, cette convention signée en 1986. A ce propos, il attend prochainement les conclusions de la mission effectuée par un cabinet privé dont le nom n'est pas connu - la commande a été passée de gré à gré - pour évaluer les conséquences, financières entre autres, d'une résiliation anticipée. Ensuite, « *nous solliciterons la direction départementale des finances publiques (ex-TPG) comme le veut la procédure pour recueillir son avis avant d'arrêter une position définitive* », précise-t-on au Grand Lyon.

Marché d'envergure

Parallèlement, et pour préparer très en amont la suite, la collectivité, que préside le socialiste Gérard Collomb, a lancé un appel d'offres pour une assistance technique, juridique et financière d'une durée de quatre ans. L'objectif est de l'accompagner dans la mise en place du prochain mode de gestion en balayant les avantages et inconvénients de chacun : DSP, SEM ou régie directe (comme pour la partie assainissement). Selon nos informations, le choix de ce prestataire se serait porté sur Poÿry Environnement (filiale du finlandais du même nom) mais il ne sera officialisé qu'une fois apuré le délai de recours que pourraient introduire des candidats malheureux.

L'enjeu est grand pour Veolia Eau, l'exploitant historique de ce marché de l'eau potable qu'il gère à 85 % aux côtés de la Lyonnaise des Eaux pour les 25 % restants. Pour le groupe présidé par Antoine Frérot, ce contrat est le deuxième plus important dans l'Hexagone après celui du Syndicat des eaux de l'Ile-de-France (Sedif). Il en retire aujourd'hui 100 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel réalisé avec quelque 350 salariés. Lors de la dernière renégociation quinquennale en 2007, les discussions ont tourné au bras de fer entre la collectivité territoriale et les deux opérateurs privés. D'ailleurs, la première a dû faire appel à une commission d'experts en qualité d'arbitre.

Baisses de prix

Moyennant quoi, le Grand Lyon a obtenu de ses délégataires une réduction de 16 % des tarifs après une baisse de 7 % en 1996 et 7,5 % en 2003. Si bien qu'aujourd'hui le prix du mètre cube ressort à 3 euros sur la base d'une facture de 120 mètres cubes. Ce qui situe le Grand Lyon plutôt dans la moyenne basse alors qu'il figurait dans le peloton de tête des agglomérations les plus chères en la matière il n'y a encore que cinq ans. Face à des consommateurs de plus en plus vigilants, les opérateurs sont désormais contraints à des gains de productivité constants